

- Communiqué à la presse du 29 novembre 2018 -

Une transition énergétique et solidaire est possible, en accompagnant les citoyens vers les solutions pertinentes pour eux et pour la planète!

Un discours sans ambition climatique ni environnementale, sans justice sociale ni fiscale, sans mesures d'accompagnement, sans réduire la fracture sociale, le président a réussi tout ça en même temps ! À quelques jours seulement de l'ouverture de la COP 24, la France se décrédibilise sur la scène internationale.

• Sans ambition climatique :

Le Président de la République a reconnu que la France était en retard dans la transition écologique. Il n'a présenté aucun plan ambitieux pour faire baisser nos dégagements de gaz à effet de serre. Qu'il s'agisse de la rénovation performante des logements, de la demande alimentaire ou des transports et de la mobilité, on ne perçoit que des ajustements à la marge, alors que des mesures profondes sont indispensables.

Pire, le report à 2035 des objectifs de réduction de la part du nucléaire va freiner la transition énergétique. Les énergies renouvelables ne sont plus la priorité, en compétition selon lui avec le « nucléaire nouveau ». Avec cette PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Energie), le gouvernement se montre incapable de se débarrasser du boulet que le nucléaire représente pour la transition énergétique de la France.

Rien également du coté des pesticides et autres substances portant atteinte à la santé et à la biodiversité.

En temps de guerre les états sont capables de transformer rapidement et en profondeur leur économie. On attendait du Président une mobilisation nationale face au défi climatique .Un plan de bataille pour construire une société plus juste socialement et plus soutenable écologiquement. Emmanuel Macron réussit à nous surprendre à nouveau : il acte l'urgence climatique et en *même temps* présente un plan en retrait par rapport à son prédécesseur, François Hollande.

• Sans justice sociale ni fiscale :

Pas un mot pour taxer le Kérosène ou le fioul lourd, rien sur la suppression de l'ISF ou l'évasion fiscale, oubliée la taxe sur les transactions financières, pas de déclarations pour stopper toutes les subventions aux industrie de l'énergie fossile.

Pourquoi taxer uniquement le carburant des citoyens ? Pas de réponse à cette question qui a mis le feu aux poudres. Les efforts demandés aux Français doivent avoir un préalable : un signal écologique fort et cohérent de la part de l'état. Sans ce préalable, nos compatriotes qui constatent l'injustice fiscale jugent, à juste titre, que l'écologie sert simplement de prétexte à



une politique fiscale qui fait des cadeaux aux plus favorisés et demande des efforts au reste de la population.

Le premier signal à donner est simple : 100% de la fiscalité sur le carbone doit servir à financer la transition énergétique.

• Sans mesures d'accompagnement :

Comment isoler sa maison, changer de véhicule, changer sa chaudière, utiliser les transports en commun, se déplacer à vélo ou en covoiturage ?

Pas d'annonces d'aides substantielles à la rénovation et trop timides pour le changement de véhicules, pas d'annonce de la gratuité des transports en commun urbains pour créer un électrochoc, pas de réductions tarifaires envisagées pour les transports ferroviaires, ni la création de nouvelles lignes. Nous n'avons pas entendu parlé d'un plan vélo ou de covoiturage.

Notre société affiche de fait une dépendance à l'automobile et plus largement aux transports routiers. Les propos du Président sur l'industrie automobile, partout pour tous, laissent entendre un soutien au tout routier.

On peut comprendre que même avec de la bonne volonté, lorsqu'il n'y a pas ou peu de transports en commun, on est dépendant de sa voiture pour son travail, l'école, les courses...

Pourtant et c'est inexorable, le prix du carburant va augmenter, tout simplement parce que les ressources se raréfient. Ayons le courage d'engager la transition écologique maintenant. Plus nous attendons et plus ce sera douloureux car ce changement est inexorable. Le prix du baril a pratiquement triplé depuis 2016!

Taxer le pétrole sans alternatives limite très faiblement les émissions de particules fines mais impacte les plus fragiles et aggrave la défiance envers l'impératif écologique.

Emmanuel Macron recule devant la nécessité d'engager les mesures structurantes de transition énergétique pour lesquelles les solutions existent pourtant déjà et de nombreux acteurs de terrain sont mobilisés.

Pourtant les solutions d'accompagnement peuvent être décidées de suite par exemple pour réduire les consommations trop élevées des 27 millions de logements en France dont 7,5 millions de passoires énergétiques.

· Sans réduire la fracture sociale :

Les citoyens sont saturés des effets d'annonces, des fausses solutions, des incohérences et des "petits pas" : c'est cela qui nourrit aujourd'hui la colère qui monte. Le mouvement des gilets jaunes, s'il a trouvé sa source dans la hausse des taxes des carburants est le résultat de la fracture sociale et l'expression de la colère de ceux qui n'acceptent plus les inégalités scandaleuses. Au lieu de construire une usine à gaz pour nous enfumer le président doit agir sur les outils qui permettent de les tempérer. Face à cette urgence sociale, il faut augmenter le SMIC et les minima sociaux, c'est aussi simple que cela. Face à l'urgence climatique et sanitaire, il faut maintenir la taxe carbone, c'est aussi simple que ça!



Quelles alternatives possibles ?

Puisque le prix du carburant augmente, il faut proposer des alternatives *DURABLES* pour répondre à l'urgence climatique et sociale :

- Dans l'immédiat nous proposons un **doublement du chèque énergie** de 150 à 300 euros pour les 4 millions de familles fragiles et de véritables mesures incitatives pour changer vers un véhicule propre (TVA à 0 % par exemple).
- Une négociation syndicale pour une augmentation du SMIC et des minima sociaux
- Pour aller plus loin car il faut aller plus loin, envisageons la gratuité des transports en commun dans les villes (plus de 30 villes ou agglomérations l'ont fait avec succès). Un plan ambitieux de transports en commun et l'arrêt de la suppression de lignes SNCF dans le cadre d'une réduction drastique des tarifs des trains.
- Une véritable politique de **transports doux** mise en place par le vélo, le covoiturage, l'auto-partage, les circuits courts et certainement d'autres modèles à inventer.
- Il faut aussi inciter pour limiter les déplacements inutiles par l'urbanisme, le développement de productions locales, le télétravail, voire la réduction du temps de travail.
- Investissons massivement dans **l'isolation des bâtiments** avec des aides pour faire baisser la facture énergétique, et réduire le dérèglement climatique.
- Un plan Marshall pour les énergies renouvelables pour réduire le coût de la facture d'électricité des ménages. Une accélération en parallèle de l'arrêt des réacteurs nucléaires qui sont une épée de Damoclès sur nos têtes. Et surtout l'abandon de nouveaux EPR, un désastre financier et une grave menace pour le monde entier.
- Promouvoir et accompagner une transition vers l'agriculture biologique.
- Et puisque il faut aussi intervenir par les taxes et l'impôt, revenir au principe POLLUEUR
 = PAYEUR, en commençant par taxer les plus gros pollueurs que sont les camions, les avions et les navires, au lieu de les exonérer.

Beaucoup de ce mesures permettraient aussi de créer des emplois, et donc de redonner du pouvoir d'achat.

Moins de chômage et moins de maladies liées à l'environnement c'est aussi des économies budgétaires à grande échelle (la pollution automobile coûte plus de 60 milliards de frais de santé par an en Europe).

Le projet de transition écologique de notre société, dans sa globalité, avec le changement de mode de vie qu'il implique, est le véritable défi de notre siècle. Plus loin, plus vite, nous devons nous y engager maintenant.

Guy Bénarroche Secrétaire Régional, Christine Juste Porte Parole Jean Laurent Félizia Porte Parole Pour le Bureau exécutif d'EÉLV Provence-Alpes-Côte d'Azur